

17 janvier 2025

DROITE, GAUCHE, EXTRÊMES : LE DÉBAT QUI HANTE LE PAYSAGE POLITIQUE FRANCOPHONE

Dans une carte blanche (ci-dessous), le député libéral Denis Ducarme, dans la ligne de son président, défend l'idée d'accueillir des transfuges de l'extrême droite repentis. Avant cela, Paul Magnette avait menacé de rompre avec le MR « si la dérive continue ». Le débat peut bousculer notre paysage politique.



CARTE D'OPINION

Denis DUCARME

LES LIBÉRAUX-RÉFORMATEURS : REMPART FACE AUX EXTRÉMISMES DE GAUCHE ET DE DROITE.

Les démocraties libérales européennes sont aujourd'hui menacées par les partis extrémistes de droite et de gauche.

Il ne s'agit plus de considérer cette menace comme un vieux fantôme ou un fantasme dystopique, la menace est réelle, bien concrète. L'Europe que nous connaissons depuis la fin de la seconde guerre mondiale pourrait avoir complètement changé de visage dans une dizaine d'années. La démocratie libérale européenne prise en étau entre les extrémismes de gauche et de droite pourrait vivre ses dernières années. En Italie, le parti héritier de la formation fasciste de MUSSOLINI occupe désormais les fonctions de premier ministre. Aux Pays-Bas la formation d'extrême-droite pilote le gouvernement, cela sera bientôt le cas également en Autriche et sans doute prochainement en Allemagne où l'AFD est pointée à 20 pc dans les sondages. En France, le RN comme LFI sont aux portes du pouvoir. Chez nous, le VB et le PTB poursuivent leur progression. Si certains n'hésitent plus à comparer le paysage politique européen actuel à celui des années 1930, il est devenu difficile, même pour les plus optimistes de nier une menace autocratique qui tend de plus en plus tangiblement à se matérialiser à l'aube des années 2030.

La dégradation de l'image du politique, l'impuissance des gouvernements en Europe à produire des réformes suffisamment ressenties par les citoyens comme c'est le cas pour ce qui concerne les bienfaits européens souvent trop peu perceptibles et identifiés, la

vague d'attentats islamistes, la crise covid, les conséquences socio-économiques de la guerre en Ukraine pour les ménages et les entrepreneurs,..., achèvent de dérouler le tapis rouge devant les extrêmes politiques. La promesse populiste d'inspiration marxiste ou autocratique séduit à nouveau, pour un nombre croissant d'Européens, elle semble incarner l'espérance d'un vrai changement.

De plus en plus de citoyens gagnés par leurs réflexes de consommateurs, habitués à trouver satisfaction dans une forme d'immédiateté, ont libéré une parole sans complexe, parfois brutale, et une pensée populiste sur les réseaux sociaux, complices des extrémismes, qui se sont transformés en de véritables ragerooms[1].

Comme si ce n'était pas suffisant, les formations politiques extrémistes sont soutenues de l'extérieur. Par la Russie impérialiste, bien sûr, mais également depuis peu par le président américain et le milliardaire Elon MUSK. Comme si POUTINE et TRUMP se rejoignent à demi-mot pour déstabiliser la vieille Europe démocratique, ou plus vraisemblablement, entraînent en concurrence ouverte pour se disputer le contrôle de ces nouveaux champions politiques européens.

Les grands partis démocratiques pourraient, avec un peu d'honnêteté intellectuelle, s'accorder sur le diagnostic et sur la méthode pour faire reculer les formations extrémistes via la mise en oeuvre de grandes réformes sociales, fiscales et régaliennes[2]. Pourtant l'actualité internationale, mêlée dans notre pays au rejet de la gauche francophone dans l'opposition, conduit de nombreuses voix à se contredire sur certains volets de la méthode à privilégier.

Ainsi côté francophone en particulier, certains scrupules semblent persister sur le sort à réserver à ces citoyens qui ont pu voter ou afficher un temps leurs préférences en faveur de ces formations extrémistes. Si en Flandre, la tenaille programmatique régaliennne et sociale mise en place avec succès par la NVA et Vooruit a permis d'enlever au VB les électeurs qui auraient contribué à le hisser au premier rang des partis politiques lors des élections de 2024, un tel modèle ne pourrait pour certains inspirer le sud du pays.

Ceux-là semblent en effet estimer que les citoyens perdus un temps aux pôles politiques devraient être marqués au fer rouge. Ces citoyens ne pourraient rejoindre les partis démocratiques, ils saliraient en quelque sorte l'honorabilité des partis qui les convaincraient de revenir à la raison démocratique. Nécessairement ces anciens extrémistes déteindraient sur la couleur et contamineraient les valeurs de ces grands partis démocratiques, le MR ici en l'occurrence. Les brebis en question ne seraient plus seulement « égarées », elles seraient devenues définitivement « galeuses ». Cet argument peut pourtant être identifié sans peine comme un sophisme, en effet tout comportement ou toute expression qui épouserait les thèses extrémistes dans le chef d'un affilié du MR conduit à son exclusion automatique et immédiate.

Je doute malheureusement que la lutte contre les extrêmes soit la principale préoccupation des socialistes. Ils cherchent surtout à atteindre les libéraux-

réformateurs en jouant « le bruit des bottes » entonné par Laurette Onkelinx lors de l'installation de la Suédoise. En effet, les socialistes ont une tendance immodérée à considérer que lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir, c'est que les extrêmes y sont nécessairement de retour. En outre si vraiment les socialistes étaient mobilisés pour faire barrage aux extrêmes, ils ne se seraient pas alliés avec l'extrême-gauche et les communistes du PTB dans plusieurs cités après les dernières élections communales. Semblant oublier les 100 millions de victimes dont est responsable cette idéologie liberticide et mortifère.

Ils auraient plutôt adhéré à la proposition que je défends depuis 2016[3], visant à un élargissement du cordon sanitaire à l'extrême-gauche et que le président des libéraux-réformateurs a tenté en vain de leur imposer. En se compromettant de la sorte, ils alimentent et légitiment l'extrémisme et offrent à l'extrême-gauche ce que TRUMP et MUSK fournissent à l'extrême-droite européenne : la respectabilité, dernière étape de la normalisation avant la prise de pouvoir.

[1] Salle de casse

[2] Politiques en matière d'asile et d'immigration en ce compris

[3] La Libre, 01/12/2016